



4 octobre 2013

Pas de démocratie sans transparence

A l'occasion du Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux, qui s'est tenu à Rabat, au Maroc, du 1 au 4 octobre, Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des services publics, a souligné l'importance de la transparence au sein des services publics, afin de lutter contre la corruption et d'obtenir les ressources nécessaires pour couvrir les besoins des usagers des services publics.

La Secrétaire générale faisait partie du panel d'intervenants de la session intitulée « Promouvoir le développement économique local », la seule du Sommet à compter des représentants syndicaux parmi ses orateurs.

Rosa Pavanelli a souligné le fait que les services publics contribuent de façon considérable à la croissance économique et à la productivité des communautés locales, et qu'il s'avère nécessaire de considérer des services publics de qualité comme un facteur de développement économique, plutôt que comme des coûts devant être réduits.

« Les services publics tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau et l'assainissement contribuent de façon inestimable au développement durable. Cette contribution doit être envisagée comme un investissement visant à l'établissement de sociétés justes, inclusives et dans lesquelles existe une cohésion sociale », a-t-elle déclaré.

« La transparence constitue un élément essentiel à l'établissement de sociétés démocratiques. Elle repose sur la volonté de l'ensemble des parties prenantes, à savoir les travailleurs/euses, les institutions, les décideurs politiques, les citoyen(ne)s et les usagers des services que nous offrons, d'accepter de vivre ensemble dans la transparence. La lutte contre la corruption revêt une importance cruciale pour les institutions démocratiques et permet de financer des services publics accessibles à tous », a-t-elle également souligné.

Rosa Pavanelli a mis en lumière l'importance de la coopération Sud-Sud, tout en soulignant le recours accru à des partenariats de type privé-privé. « Les partenariats public-privé s'avèrent essentiels au développement de nos communautés locales », a-t-elle ajouté. « Ils permettent aux communautés de partager les meilleures pratiques, tout en privilégiant la coopération publique plutôt que la concurrence privée, et de veiller à ce que les biens communs et les ressources naturelles demeurent entre les mains de la collectivité. »

Pour parvenir à un développement économique durable, des décisions doivent être prises sans tarder aux niveaux local et municipal. « Le futur commence dès maintenant. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre », a-t-elle affirmé.

Si nous n'agissons pas, l'avenir des jeunes s'annonce particulièrement sombre. Dans 15 ans, près de 60 pour cent de la population mondiale aura environ 18 ans. Dans de nombreux pays du monde, ce sont déjà les jeunes qui sont particulièrement touchés par les taux de chômage élevés.

Lorsque les discussions se sont centrées sur l'inclusion du secteur informel dans les économies locales, M^{me} Pavanelli a souligné l'importance d'établir des mesures publiques visant à réglementer le secteur informel, de façon à ce que les jeunes puissent développer leur activité. La mise en œuvre du socle de protection sociale promu par l'Organisation internationale du Travail constituera également un moyen essentiel de réduire la pauvreté.

Et d'ajouter : « Les travailleurs/euses des services publics ne se soucient pas uniquement de leurs conditions de travail ou de leurs conventions collectives : ils se soucient avant tout de la qualité de la vie des personnes et des communautés auxquelles ils offrent leurs services au quotidien. »